



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

établissements

Question au Gouvernement n° 1966

Texte de la question

VIOLENCES À L'ÉCOLE

M. le président. La parole est à M. Yves Durand, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Yves Durand. Monsieur le ministre de l'éducation nationale, au lycée Adolphe-Chérioux de Vitry-sur-Seine, comme dans tous les établissements scolaires en France, les enseignants n'ont qu'une revendication : que vous leur donniez les moyens de travailler, dans la sérénité, à la réussite de leurs élèves. *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)*

Mais au lycée Adolphe-Chérioux, comme partout ailleurs, les 74 000 suppressions de postes dans l'éducation nationale depuis 2002 ont provoqué une dégradation constante des conditions de travail. Et vous savez bien que l'argument que vous allez sans doute réutiliser aujourd'hui, celui du taux moyen d'encadrement, n'a aucun sens parce qu'il recouvre des réalités bien différentes.

On peut s'attendre à pire encore quand on apprend que les mesures relatives aux cartes scolaires pour la rentrée prochaine, habituellement arrêtées en février, ne le seront cette année qu'à partir du 22 mars, c'est-à-dire après les élections régionales ! (" *Eh oui !* " sur de nombreux bancs du groupe SRC.) Pendant ce temps, les incidents se multiplient, illustrant votre échec en matière éducative.

À l'angoisse des enseignants, des parents et des élèves, vous ne répondez que par la menace et le mépris. À Vitry, toute la communauté éducative vous demande une dizaine de postes de surveillants supplémentaires : vous ne concédez qu'un lieu d'écoute et quelques emplois précaires. À ce propos, où en est le discours du Président de la République sur les contractuels dans la fonction publique ?

En fait, votre seule réponse concrète est l'installation de caméras de surveillance, comme si vous vouliez parquer les élèves dans des champs clos bourrés de caméras de surveillance, mais vides d'enseignants et d'adultes qualifiés ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC et sur plusieurs bancs du groupe GDR. - Exclamations sur de nombreux bancs du groupe UMP.)* À Vitry comme ailleurs, les caméras n'ont rien empêché parce que rien ne remplacera la présence d'enseignants, de surveillants et de personnels d'encadrement pour accompagner les jeunes vers leur vie d'adulte. *(Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et sur plusieurs bancs du groupe GDR.)*

Monsieur le ministre, quand allez-vous prendre enfin conscience du gâchis humain que provoque votre décision idéologique de non-remplacement systématique d'un enseignant partant à la retraite sur deux ? *(Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et sur plusieurs bancs du groupe GDR.)*

M. le président. La parole est à M. Luc Chatel, ministre de l'éducation nationale, porte-parole du Gouvernement. M. Luc Chatel, *ministre de l'éducation nationale, porte-parole du Gouvernement*. Monsieur Durand, j'ai reçu ce matin une délégation de professeurs et de parents d'élèves du lycée Adolphe-Chérioux.

Plusieurs députés du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche. Il était temps !

M. Luc Chatel, *ministre de l'éducation nationale*. Je leur ai fait part, à eux aussi, de mon émotion à la suite de l'agression dont a été victime un élève de ce lycée la semaine dernière. Je leur ai rappelé la réactivité dont ont fait preuve les services de l'éducation nationale. J'indique que dès le mois de mai dernier, cet établissement avait fait l'objet d'un diagnostic de sécurité qui avait préconisé la construction d'une clôture pour le sécuriser et la mise en place de vidéo-protections. *(Vives exclamations sur les bancs du groupe SRC.)* Malheureusement, les atermoiements entre la région et le département n'ont pas rendu cela possible. *(Mêmes mouvements.)* Je note

que les collectivités locales ont depuis décidé d'engager les travaux. J'y vois un motif de satisfaction, quoique tardive.

M. Henri Emmanuelli. Rigolo !

M. Luc Chatel, *ministre de l'éducation nationale*. S'agissant des moyens, j'ai rappelé aux enseignants ce matin qu'il y a dix-neuf personnels d'encadrement et de vie scolaire au lycée Adolphe-Chérioux. J'ai proposé...

M. Henri Emmanuelli. Des miradors !

M. Luc Chatel, *ministre de l'éducation nationale*. ...la création, à titre exceptionnel, de neuf personnels complémentaires, notamment des médiateurs de vie scolaire.

M. Henri Emmanuelli. Et des chiens ! Des gros !

M. Luc Chatel, *ministre de l'éducation nationale*. Mais monsieur Durand, la réponse ne peut pas consister à mettre un surveillant derrière chaque élève. (*Vives exclamations sur les bancs du groupe SRC.*) Il y aurait eu autant de surveillants que vous le voulez, on n'aurait pas pu empêcher l'intrusion dans l'établissement. La vraie réponse en matière de sécurité, c'est de lutter en amont, à partir des problématiques de sensibilisation, et de former mieux nos personnels - je le fais avec Brice Hortefeux dans le cadre de séminaires de formation -,...

M. Jérôme Cahuzac. Au karaté !

M. Luc Chatel, *ministre de l'éducation nationale*. ...mais aussi d'intervenir avec les équipes mobiles de sécurité. (*Mêmes mouvements.*) Il y a donc 180 personnels adultes au lycée Adolphe-Chérioux. Mais la sécurité, c'est l'affaire de tous. La place des enseignants est d'abord auprès des élèves. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et sur plusieurs bancs du groupe NC.*)

Données clés

Auteur : [M. Yves Durand](#)

Circonscription : Nord (11^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1966

Rubrique : Enseignement

Ministère interrogé : Éducation nationale

Ministère attributaire : Éducation nationale

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 10 février 2010

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 10 février 2010